

Informations Rapides



24 juin 2015 - n° 154

Principaux indicateurs

Comptes nationaux trimestriels - Résultats détaillés du 1^{er} trimestre 2015

Début 2015, le PIB croît fortement (+0,6 % après +0,1 %), le pouvoir d'achat des ménages et le taux de marge des entreprises se redressent

Au premier trimestre 2015, le PIB en volume* augmente de 0,6 % après +0,1 % au quatrième trimestre 2014. La précédente estimation diffusée lors des premiers résultats du 13 mai 2015 est ainsi confirmée.

Les dépenses de consommation des ménages accélèrent (+0,9 % après +0,2 %) alors que la formation brute de capital fixe (FBCF) baisse de nouveau, quoique plus légèrement (-0,1 % après -0,4 %). Au total, la demande intérieure finale (hors stocks) contribue pour +0,6 point à l'évolution du PIB au premier trimestre (après +0,2 point fin 2014).

Les importations accélèrent (+2,6 % après +1,8 %), tandis que les exportations ralentissent (+1,1 % après +2,8 %). Au total, la contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB est négative : -0,5 point, après +0,2 point ; elle est contrebalancée par la contribution positive des variations de stocks (+0,5 point après -0,3 point).

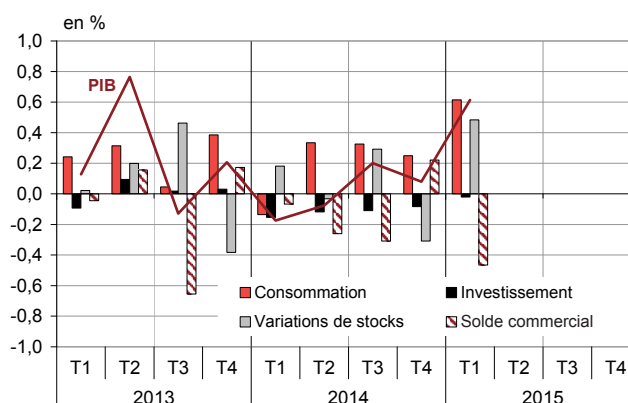
Le pouvoir d'achat des ménages se redresse

En termes nominaux, le revenu disponible brut (RDB) des ménages se redresse au premier trimestre (+1,2 % après -0,2 %). En effet, d'une part les impôts sur le revenu et le patrimoine se replient par contrecoup d'un quatrième trimestre 2014 dynamique (-2,4 % après +3,9 %), et d'autre part la masse salariale reçue par les ménages accélère nettement (+0,8 % après +0,3 %).

Au premier trimestre 2015, les prestations sociales en espèces ralentissent (+0,3 % après +0,6 % fin 2014) et les cotisations sociales versées par les ménages se replient légèrement (-0,1 % après +0,3 % au quatrième trimestre 2014), notamment celles des non-salariés, sous l'effet de la mise en œuvre du Pacte de responsabilité et de solidarité.

* Les volumes sont mesurés aux prix de l'année précédente chaînés et corrigés des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO).

Le PIB et ses composantes



Le PIB et ses composantes en volumes chaînés

variations t/t-1, en %, données CVS-CJO

	2014 T2	2014 T3	2014 T4	2015 T1	2014	2015 (acquis)
PIB	-0,1	0,2	0,1	0,6	0,2	0,8
Importations	1,0	1,8	1,8	2,6	3,9	5,1
Dép. conso. ménages	0,4	0,4	0,2	0,9	0,6	1,4
Dép. conso. APU*	0,4	0,5	0,5	0,5	1,5	1,2
FBCF totale	-0,5	-0,5	-0,4	-0,1	-1,2	-0,8
dont ENF*	0,3	0,2	-0,1	0,3	2,0	0,4
dont ménages	-1,5	-1,3	-1,1	-1,4	-5,3	-3,2
dont APU*	-2,8	-2,1	-0,3	0,4	-6,9	-1,6
Exportations	0,1	0,9	2,8	1,1	2,4	3,7
Contributions :						
Demande intérieure finale hors stocks	0,2	0,2	0,2	0,6	0,5	0,9
Variations de stocks	0,0	0,3	-0,3	0,5	0,2	0,4
Commerce extérieur	-0,3	-0,3	0,2	-0,5	-0,5	-0,6

*APU : administrations publiques - ENF : entreprises non financières

Comptes d'agents

en %, données CVS-CJO

	2014 T2	2014 T3	2014 T4	2015 T1	2014	2015 (acquis)
Taux de marge des SNF* (niveau)	29,2	29,4	29,8	31,1	29,5	
Pouvoir d'achat du RDB** des ménages	0,3	0,6	-0,1	1,3	1,1	1,6

*SNF : sociétés non financières

**RDB : revenu disponible brut

Production, consommation et FBCF : principales composantes

variations t/t-1, en %, données CVS-CJO

	2014 T2	2014 T3	2014 T4	2015 T1	2014	2015 (acquis)
Production branche	0,0	0,4	0,1	0,8	0,7	1,1
Biens	-0,2	0,7	-0,3	1,6	0,1	1,7
<i>Ind. manufacturière</i>	-0,6	0,5	0,2	1,3	0,3	1,6
Construction	-1,2	-1,0	-0,8	-0,9	-2,2	-2,3
Services marchands	0,2	0,4	0,3	0,7	1,1	1,3
Services non marchands	0,3	0,3	0,3	0,4	1,3	0,9
Consommation des ménages	0,4	0,4	0,2	0,9	0,6	1,4
Alimentaire	0,6	-0,2	0,4	0,2	0,2	0,5
Énergie	1,7	1,0	-1,6	4,0	-5,7	3,6
Biens fabriqués	0,0	0,3	0,6	1,6	1,9	2,2
Services	0,2	0,2	0,1	0,3	0,7	0,5
FBCF	-0,5	-0,5	-0,4	-0,1	-1,2	-0,8
Produits manufacturés	-0,2	0,2	-0,3	1,0	1,3	0,9
Construction	-1,5	-1,3	-0,9	-1,3	-3,4	-2,9
Services marchands	0,6	0,2	0,2	0,8	0,4	1,2

RDB et ratios des comptes des ménages

variations t/t-1, en %, données CVS-CJO

	2014 T2	2014 T3	2014 T4	2015 T1	2014	2015 (acquis)
RDB	0,2	0,4	-0,2	1,2	1,1	1,3
RDB (pouvoir d'achat)	0,3	0,6	-0,1	1,3	1,1	1,6
RDB par uc* (pouvoir d'achat)	0,2	0,5	-0,2	1,2	0,7	1,3
RDB ajusté (pouvoir d'achat)	0,4	0,6	0,0	1,1	1,3	1,5
Taux d'épargne (niveau)	15,1	15,2	15,0	15,3	15,1	
Taux d'épargne financière (niveau)	6,0	6,2	6,0	6,5	6,0	

* uc : unité de consommation

Ratios des comptes des SNF

niveaux en %, données CVS-CJO

	2014 T2	2014 T3	2014 T4	2015 T1	2014
Taux de marge	29,2	29,4	29,8	31,1	29,5
Taux d'investissement	23,2	23,2	22,9	22,7	23,1
Taux d'épargne	17,1	17,4	18,3	19,3	17,4
Taux d'autofinancement	73,6	75,0	79,9	85,2	75,2

Dépenses, recettes et besoin de financement des administrations publiques

niveaux, données CVS-CJO

	2014 T2	2014 T3	2014 T4	2015 T1	2014
<i>En milliards d'euros</i>					
Dépenses totales	305,7	306,9	307,4	309,8	1226,5
Recettes totales	284,4	285,5	286,4	287,9	1141,7
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-21,3	-21,4	-21,0	-21,9	-84,9
<i>En % de PIB</i>					
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-4,0	-4,0	-3,9	-4,0	-4,0

Les prix de la consommation diminuent légèrement (-0,1 %, comme au trimestre précédent). Au total, le pouvoir d'achat du revenu des ménages rebondit (+1,3 % après -0,1 % fin 2014). Mesuré par unité de consommation, pour le ramener à un niveau individuel, il se redresse également nettement (+1,2 % après -0,2 % fin 2014).

Au premier trimestre 2015, la consommation des ménages progresse (+0,9 % après +0,2 %), mais moins rapidement que leur pouvoir d'achat, de sorte que leur taux d'épargne augmente de 0,3 point et atteint 15,3 %.

Le taux de marge des SNF augmente

Au premier trimestre 2015, la valeur ajoutée des sociétés non financières (SNF) accélère (+1,5 % après +0,7 %) plus fortement que les rémunérations qu'elles versent (y compris cotisations, impôts et subventions sur la main-d'œuvre).

Pour les SNF en effet, le taux des cotisations sociales patronales a baissé avec le Pacte de responsabilité et le taux du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) a été relevé. *In fine*, l'excédent brut d'exploitation des SNF accélère et leur taux de marge, en augmentant de 29,8 % à 31,1 %, atteint son plus haut niveau depuis le premier trimestre 2011.

Au premier trimestre 2015, le déficit des APU représente 4,0 % du PIB


Au premier trimestre 2015, le besoin de financement des administrations publiques (APU) s'accroît de 3,9 % à 4,0 % du PIB et atteint 21,9 milliards d'euros.

Les dépenses des APU augmentent de 0,8 % (après +0,2 %), sous l'effet combiné de la montée en charge du CICE et par contre-coup d'une faible contribution au budget européen au quatrième trimestre 2014. À l'inverse, les transferts en capital baissent après le règlement du contentieux Ecomouv au quatrième trimestre.

Les recettes continuent de progresser au premier trimestre (+0,5 % après +0,3 %) : l'augmentation des recettes d'impôts sur les sociétés, les hausses de cotisations d'assurance vieillesse et l'accroissement de la fiscalité énergétique compensent la baisse des cotisations sociales décidée dans le cadre du Pacte de responsabilité et de solidarité.

Pour en savoir plus :

L'acquis de croissance d'un agrégat pour l'année en cours est le taux de croissance annuel qui serait observé si la variable restait, jusqu'à la fin de l'année considérée, stable à son dernier niveau trimestriel observé.

- Des données complémentaires (séries longues depuis 1949, méthodologie, pages internet associées...) sont disponibles sur la page HTML de cet indicateur : [page des comptes trimestriels sur www.insee.fr](#)
- Les séries longues sont également disponibles dans la BDM : [G1540](#), [G1548](#)
- Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr
-  Suivez-nous aussi sur [Twitter @InseeFr](#)

Prochaine publication : le 14 août 2015 à 7h30